



**HAL**  
open science

# Agglomération et lutte contre la délinquance: comment mesurer la lutte contre la délinquance à l'échelle des ZUS de France métropolitaine

Justin Emery, Sonia Bellit, Cécile Détang-Dessendre, Lionel Vedrine

## ► To cite this version:

Justin Emery, Sonia Bellit, Cécile Détang-Dessendre, Lionel Vedrine. Agglomération et lutte contre la délinquance: comment mesurer la lutte contre la délinquance à l'échelle des ZUS de France métropolitaine. Treizièmes Rencontres de Théo Quant, May 2017, Besançon, France. hal-01530961

**HAL Id: hal-01530961**

**<https://hal.science/hal-01530961v1>**

Submitted on 1 Jun 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# AGGLOMÉRATION ET LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE : COMMENT MESURER LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE À L'ÉCHELLE DES ZUS DE FRANCE MÉTROPOLITAINE ?

Justin Emery<sup>1,3</sup>, Sonia Bellit<sup>2</sup>, Cécile Détang-Dessendre<sup>3</sup>, Lionel Védrine<sup>3</sup>

Laboratoire ThéMA

UMR 6049 CNRS - Université Bourgogne Franche-Comté<sup>1</sup>

ONDRP (Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales), Paris<sup>2</sup>

CESAER, AgroSup Dijon, INRA<sup>3</sup>

**Mots-clefs** - Analyses spatiales, Délinquance, Emploi, Politique de sécurité, Politiques urbaines, Zones Urbaines Sensibles

## CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

En France, peu d'études ont été menées sur le couple emploi-délinquance à une échelle spatio-temporelle fine. On peut, néanmoins, relever quelques études menées à l'échelle des départements français étudiant, par exemple, les effets du chômage sur la délinquance des jeunes (Fougères et al., 2009), ou une étude de l'accroissement de la délinquance en lien avec le marché de l'emploi menée sur plusieurs pays européens (Tranaes, 2015). Par ailleurs, on peut relever que l'impact des crises économiques majeures, comme par exemple, la crise du phylloxera au cours du XIX<sup>e</sup> siècle (Bignon et al., 2015), joue un rôle majeur à la fois sur l'activité économique et sur le taux de délinquance mesuré. Dans ce sens, ces différentes études montrent que, non seulement, le contexte économique, mais aussi l'accessibilité à l'emploi sont des leviers d'actions majeurs pour lutter contre la délinquance.

De plus, les études sur la délinquance se sont intéressées aux effets conjoints des politiques publiques de lutte contre la criminalité et à l'étude de la place des interactions sociales. Ces dernières montrent que la criminalité ou la délinquance sont plus spécifiquement des phénomènes urbains. C'est pourquoi, nous souhaitons tes-

ter à l'échelle des ZUS (Zones Sensibles Urbaines) de France métropolitaine, les conclusions mises en avant par Caigné et Zenou (2015) qui montrent que :

- le taux de délinquance est croissant avec la taille des villes ;
- l'accès aux emplois diminue la délinquance à court terme mais peut aussi l'augmenter à long terme ;
- l'amélioration de l'accès à l'emploi améliore l'efficacité de la police en matière de sécurité sur la délinquance.

Pour cela, notre approche repose sur l'interaction entre les politiques menées en matière de sécurité et d'emploi en combinaison d'un recensement des taux de délits et de délinquances à l'échelle des ZUS. L'objectif est de combiner un vaste ensemble de zonages spatiaux reliés à ces données en vue de proposer un premier état de lieux ainsi qu'une première typologie spatiotemporelle des ZUS de France métropolitaine. Les problématiques de ce travail sont alors de plusieurs ordres :

- Comment caractériser spatialement les politiques d'emplois et de sécurité sur la délinquance à une échelle fine ?
- Comment fournir une évaluation temporelle de celles-ci ?
- Comment traiter des effets conjoints des politiques d'emploi et de sécurité

en s'appuyant sur différents référentiels spatiaux ?

## DONNÉES ET MÉTHODES

### Données spatiales pour caractériser les politiques urbaines à l'échelle des ZUS

Pour tester empiriquement ces différentes problématiques de travail, il est nécessaire d'identifier les zonages d'études adéquats à notre problématique. Pour commencer, les ZUS constituent l'unité spatiale de référence de notre étude. Elles correspondent à des zonages définis par décret, depuis 1993, et qui se caractérisent « *par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi* » (DIV, 2003). Nous nous sommes, ensuite, concentrés sur des zonages spatiaux, transmis par l'intermédiaire du CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires), qui impactent les politiques urbaines à l'échelle des ZUS en termes d'emploi et de sécurité. À ce niveau, on peut regretter le manque de données détaillées en libre accès restreignant alors nos choix à quelques zonages types dont nous en décrivons les caractéristiques ci-dessous :

- Les QP (*Quartiers Prioritaires*), créés en 2014, ces zonages ont pour vocation de simplifier les zonages et les périmètres d'intervention de la politique de la ville. La définition des QP se « base sur un critère unique, celui du revenu [...] les nouveaux quartiers viennent ainsi se substituer aux ZUS pour les avantages réglementaires et aux anciens quartiers Cucs1 pour les crédits spécifiques de la politique de la ville » (Darriau et al., 2014)
- Les ZFU (*Zones Franches Urbaines*) constituent notre périmètre de référence pour analyser l'impact des politiques d'emploi à l'échelle des ZUS. Ce sont des périmètres créés au sein des quartiers défavorisés dans

le cadre du développement économique (deux générations de ZFU ont été créées : la 1<sup>ère</sup> créée en 1996 et la 2<sup>de</sup> créée en 2004). Au sein de ces zonages, les entreprises qui génèrent une main d'œuvre locale bénéficient d'avantages fiscaux.

- Les ZSP (*Zones de Sécurité Prioritaires*) sont définies par le ministère de l'intérieur, elles correspondent à des périmètres bénéficiant d'un renforcement des forces de polices. Tout comme les ZFU, pour l'emploi, les ZSP constituent le périmètre de référence pour apprécier les politiques en matière de sécurité. Créées en 2012, les ZSP ont été définies par trois vagues successives : en Juillet 2012 (15 ZSP), en Novembre 2012 (49 ZSP) et en Décembre 2013 (16 ZSP).

### Des données temporelles originales pour mesurer la délinquance

Parallèlement à ces différents zonages rattachés au ZUS, des données sur les faits de délinquances ont été collectées à l'échelle de chaque ZUS. En France, les statistiques officielles sur la criminalité sont produites par les services de polices dont l'accès à une échelle fine demeure restreint et ont été communiquées par le SSMSI (Service Statistique Ministériel de la Sécurité Intérieure). Nommées « État 4001 », ces statistiques permettent de fournir une mesure de la délinquance à une échelle relativement fine du territoire (les commissariats). Avec les enquêtes de victimisation, elles constituent les seules données françaises disponibles pour quantifier la délinquance à une échelle locale et sur une période relativement longue (dans notre cas de 2004 à 2013). L'État 4001 est structuré autour de 107 index correspondant à différents types d'infraction et dont seulement 34 index sont transmis à l'échelle des ZUS. Au sein de l'État 4001, deux grand types d'infractions sont recensée : les atteintes aux personnes et les atteintes aux biens (SIGV, 2010). Les difficultés liées à la manipulation de

l'État 4001 se situent au niveau de la comptabilisation des crimes et délits qui s'appuient sur des unités de comptes (victime, procédure, plaignant, infraction,...). C'est pourquoi, un prétraitement de ces données est préalablement nécessaire (réagrégation, traitement des valeurs aberrantes et manquantes, filtrage des données...).

La dernière phase du travail vise à intégrer ces différentes sources de données (spatiales et temporelles) sous un même système de gestion de base de données permettant, d'une part, de caractériser les ZUS en

lien avec les différents zonages mis en place, et d'autres part, de proposer une mesure du taux d'infractions en lien avec les données État 4001. Par ailleurs, les caractéristiques socio-économiques des ZUS sont aussi intégrées au SGBD en exploitant les données du recensement général fournies par l'INSEE. Une fois, l'ensemble des bases de données misent en place et structurées, l'ensemble est intégré via le système d'information géographique QGIS et le SGBD associé SQLite comme illustré au sein du schéma ci-dessous :

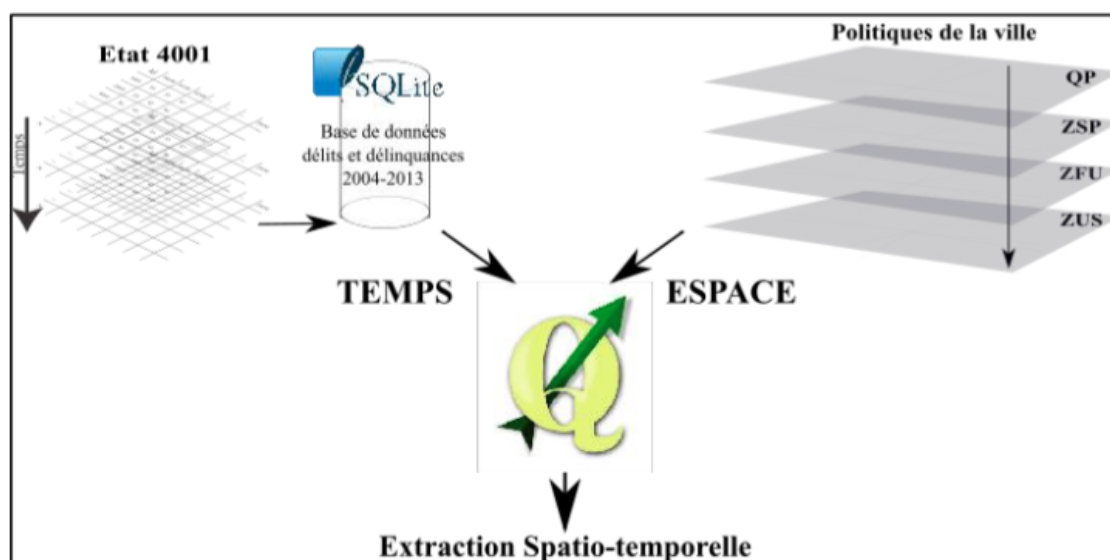


FIGURE 1 – Schéma d'intégration des zonages de politiques de la ville et de l'État 4001

## RÉSULTATS ATTENDUS

Cette proposition de communication sera l'occasion de présenter les premiers résultats réalisés à partir d'une source de données originale qui est l'État 4001. De surcroît, la souplesse du SGBD employé doit nous permettre de fournir une visualisation spatio-temporelle des ZUS sur la période 2004-2013 en vue d'apprécier l'impact des politiques urbaines sur les taux délinquances recensés à travers l'État 4001. Trois typologies seront alors présentées et sont en cours de réalisation et de finalisation :

- Une typologie des ZUS en combinaison de leurs caractéristiques socio-

économiques et de leurs intégrations, ou non, au sein des différents périmètres cités précédemment (QP, ZFU, ZSP) ;

- Une typologie des ZUS en combinaison des données de délits et délinquances comptabilisées à partir de la base « État 4001 » ;
- Une typologie synthétique des ZUS issues des analyses de typologies précédentes afin de fournir une photographie des politiques menées en matière d'emploi et de sécurité.

Enfin, ces premiers traitements s'inscrivent dans un contexte plus large visant à étudier le rôle de l'accessibilité à l'emploi et de la politique de sécurité sur la délinquance

dans le cadre de l'économie urbaine.

## Références

Bartik, T.J. (1991) "Boon or Boondoggle? The Debate Over State and Local Economic Development Policies", Upjohn Press Book Chapters.

Bignon, V., Caroli, E., & Galbiati, R. (2012). Stealing to survive : crime and income shocks in 19th century France. Available at SSRN : <https://ssrn.com/abstract=2012989>.

Darriau et al. (2014) Valérie Darriau, Marylène Henry, Noémie Oswald) « Politique de la ville en France métropolitaine : une nouvelle géographie recentrée sur 1 300 quartiers prioritaires », France, portrait social - Insee Références - Édition 2014, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1288521?sommaire=1288529>

Délégation interministérielle à la ville (DIV) (2003) « Historique législatif des ZUS – ZRU – ZFU », Thématiques : Politique de la ville généralités, iVille : base

documentaire de la politique de la ville : <http://i.ville.gouv.fr/iville.php/referenc/2034/historique-legislatif-des-zus-zru-zfu>

Fougère, D., Kramarz, F., & Pouget, J. (2009). Youth unemployment and crime in France. *Journal of the European Economic Association*, 7(5), 909-938.

Gagné, C., Zénou, Y. (2015). Agglomeration, city size, and crime. *European Economic Review*, 62-82. DOI : 10.1016/j.eurocorev.2015.08.014 <http://prodinra.inra.fr/record/323615>

Tranaes, T. (2015). Active labor market policies and crime. *IZA World of Labor*.

SIGV, 2010, « Crimes et délits constatés : Indicateurs de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles disponibles sur le SIG Ville », Indicateurs de l'Etat 4001 diffusés sur le SIG Ville : Document MAJ 2010, (Ministère de l'Intérieur, de l'Outre mer et des collectivités territoriales) : [http://sig.ville.gouv.fr/uploads/doc/Indicateurs\\_Etat4001\\_SIGVille\\_20100520.pdf](http://sig.ville.gouv.fr/uploads/doc/Indicateurs_Etat4001_SIGVille_20100520.pdf)